



COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMMUNICATION

Représentations de la Commission européenne
Représentation en France

Paris
COMM.B.PA.002
Dossier AO PO/2016-09/PAR

Madame, Monsieur,

Objet: Appel d'offres ouvert PO/2016-09/PAR pour des prestations de services relatives à une consultance externe en matière de relations presse.

Avis de marché publié au JO S de l'UE

date et références sur le site web eTendering, onglet «Données» à l'adresse:

<https://etendering.ted.europa.eu/cft/cft-display.html?cftId=1729>

Autres mesures de publicité:

- sur [Europa](#)
- sur le [site web de la Représentation](#)

1. La Commission européenne envisage la passation du marché public décrit en objet. Les documents de marché comprennent l'avis de marché visé ci-dessus, la présente lettre d'invitation et le cahier des charges accompagné de ses annexes, ainsi que le projet de contrat.
2. Si vous êtes intéressé par ce marché, nous vous invitons à présenter une offre dans l'une des langues officielles de l'Union européenne.
3. Veuillez transmettre votre offre sur papier, en un original et deux copies, dont **une copie papier non reliée et l'autre sur clé USB (version scannée des documents signés)**.

L'envoi doit être fait sous double enveloppe. Les deux enveloppes seront fermées et porteront l'adresse indiquée ci-dessous.

L'enveloppe intérieure devra porter la mention suivante:

Bâtiment 288, boulevard Saint-Germain
Ville F-75007 PARIS
Téléphone +33 1 40 63 38 00

« APPEL D'OFFRES PO/2016-09/PAR – À NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE DU COURRIER »

L'enveloppe intérieure devra elle-même contenir deux enveloppes fermées, l'une contenant les éléments administratifs et l'offre technique, et l'autre l'offre financière. Chacune de ces enveloppes identifiera clairement son contenu («Offre technique» et «Offre financière»).

La date limite de réception de l'offre est fixée au 14/09/2016. Veuillez utiliser l'une des modalités de transmission énoncées ci-dessous. La réception désigne le moment auquel le soumissionnaire dépose l'offre au bureau de poste, au service de messagerie ou à la Représentation.

Modes de transmission	Délai	Éléments de preuve	Adresse d'expédition
Poste	24 h HEC	Cachet de la poste	APPEL D'OFFRES PO/2016-09/PAR Commission européenne Direction générale de la communication Représentation en France À l'attention de Mme Isabelle JEGOUZO, Chef de Représentation 288, boulevard Saint-Germain F-75007 PARIS
Service de messagerie	24 h HEC	Bordereau de dépôt du service de messagerie	
En personne (remise en mains propres)	16 h HEC	Preuve du dépôt de l'offre établie par un récépissé daté et signé par le fonctionnaire de la Représentation à qui les documents ont été remis	

Le service du courrier est ouvert de 8h30 à 16h00, du lundi au vendredi; il est fermé les samedis, dimanches et jours fériés nationaux et du pouvoir adjudicateur.

4. Toute offre doit:
 - être parfaitement lisible afin d'éliminer le moindre doute sur les termes et les chiffres;
 - être établie suivant les formulaires type de réponse figurant dans le cahier des charges.
5. La période de validité de l'offre, durant laquelle le soumissionnaire est tenu de maintenir toutes les conditions de celle-ci, est indiquée à la rubrique IV.2.6 de l'avis de marché.
6. La soumission d'une offre vaut acceptation des conditions contenues dans les documents de marché, et le cas échéant, renonciation du soumissionnaire à ses propres conditions générales ou particulières. L'offre soumise lie le soumissionnaire pendant l'exécution du contrat, s'il en devient l'attributaire.
7. Les frais occasionnés par la préparation et la soumission des offres sont intégralement à la charge du soumissionnaire et ne seront pas remboursés.
8. Au maximum, deux représentants par offre peuvent assister à l'ouverture des offres, comme prévu à la rubrique IV.2.7 de l'avis de marché. Pour des raisons d'organisation et de sécurité, le soumissionnaire doit fournir le nom complet et le numéro de carte d'identité ou de passeport des représentants, au moins trois jours ouvrables à l'avance, à l'adresse suivante: COMM-REP-PAR-PRESSE@ec.europa.eu . À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser l'accès à ses locaux.
9. Pendant toute la procédure, les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les soumissionnaires ne sont autorisés qu'à titre exceptionnel. Ils ne peuvent intervenir que dans les conditions suivantes:

Avant la date indiquée au point 3:

Sur demande, le pouvoir adjudicateur peut fournir des renseignements supplémentaires ayant strictement pour but d'expliciter les documents de marché.

Toute demande de renseignements supplémentaires doit être adressée, par écrit uniquement, à <https://etendering.ted.europa.eu/cft/cft-display.html?cftId=1729> dans l'onglet «Questions et réponses», en cliquant sur «Créer une question»

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de répondre aux demandes de renseignements supplémentaires présentées moins de six jours ouvrables avant la date de réception des offres mentionnée au point 3.

Le pouvoir adjudicateur peut, de sa propre initiative, informer les intéressés de toute erreur, imprécision, omission ou toute insuffisance matérielle dans la rédaction des documents de marché.

Tout renseignement supplémentaire, y compris les informations visées ci-dessus, sera publié sur le site web eTendering indiqué ci-dessus. Cette page web sera mise à jour régulièrement et les soumissionnaires ont la responsabilité de vérifier les mises à jour et modifications apportées pendant la période de soumission.

Après l'ouverture des offres

Si des erreurs matérielles manifestes doivent être corrigées dans la rédaction de l'offre ou si la confirmation d'un élément spécifique ou technique s'avère nécessaire, le pouvoir adjudicateur prendra contact avec le soumissionnaire, à condition que cela n'entraîne pas de modifications substantielles des conditions de l'offre présentée.

10. La présente invitation à soumissionner ne constitue aucun engagement de la part du pouvoir adjudicateur. Celui-ci ne prend naissance qu'à la signature du contrat avec l'attributaire retenu.
11. Le pouvoir adjudicateur peut, jusqu'à la signature du contrat, annuler la procédure de passation du marché, sans que les soumissionnaires puissent prétendre à une quelconque indemnisation. Cette décision doit être motivée et portée à la connaissance des soumissionnaires.
12. Dès le moment où le pouvoir adjudicateur a ouvert l'offre, le document devient la propriété de celui-ci et est traité de façon confidentielle.
13. Les soumissionnaires seront informés du résultat de cette procédure d'appel d'offres (décision d'attribution du marché) uniquement par courrier électronique. Ils sont tenus de fournir, dans les coordonnées mentionnées dans leur offre, une adresse de courrier électronique valide et de vérifier régulièrement leur messagerie.
14. Si le suivi de votre réponse à l'invitation à soumissionner implique l'enregistrement et le traitement de données à caractère personnel (par exemple, nom, adresse et CV), ces données seront traitées conformément au règlement (CE) n° 45/2001 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données. Sauf indication contraire, les réponses aux questions et les données à caractère personnel demandées sont nécessaires pour l'évaluation de votre offre, conformément aux spécifications de l'invitation à soumissionner, et seront traitées uniquement à cette fin par le chef de Représentation. Des renseignements détaillés concernant le traitement de vos données à caractère personnel figurent dans la déclaration de confidentialité consultable à l'adresse suivante:
http://ec.europa.eu/dataprotectionofficer/privacystatement_publicprocurement_fr.pdf.

15. Vos données personnelles pourront être enregistrées dans le système de détection rapide et d'exclusion, si vous vous trouvez dans l'une des situations visées à l'article 106 du règlement financier¹. Pour de plus amples informations, veuillez consulter la déclaration relative à la protection de la vie privée à l'adresse http://ec.europa.eu/budget/explained/management/protecting/protect_fr.cfm#BDCE.
16. Vous pouvez transmettre au pouvoir adjudicateur vos observations concernant la procédure de passation de marché selon les modalités indiquées au point 9. Si vous estimez qu'il y a eu mauvaise administration, vous pouvez introduire une plainte auprès du Médiateur européen dans les deux ans à compter de la date à laquelle vous avez eu connaissance des faits à l'origine de la plainte (voir <http://www.ombudsman.europa.eu>).
17. Vous pouvez former un recours en annulation contre la décision d'attribution dans un délai de deux mois à compter de la notification de ladite décision. Les éventuelles demandes de votre part et réponses à celles-ci ou les plaintes pour mauvaise administration n'auront ni pour objet ni pour effet de suspendre le délai d'introduction d'un recours en annulation ou d'ouvrir une nouvelle période pour l'introduction d'un recours en annulation. L'instance compétente pour les procédures d'annulation est indiquée au point VI.4.1 de l'avis de marché.

Isabelle JEGOUZO,
Chef de Représentation

- Annexes:**
- I Cahier des charges
 - II Projet de contrat-cadre de services
 - III Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et de sélection
 - IV Liste de contrôle des documents à fournir
 - V Offre de prix
 - VI Etudes de cas

¹ ¹Règlement (UE, EURATOM) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 (JO L 298 du 26.10.2012, p. 1) tel que modifié.